

Plans d'investissement et conjoncture au Canada en 1956

Pierre Harvey

Volume 31, numéro 4, janvier–mars 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002752ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002752ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Harvey, P. (1956). Plans d'investissement et conjoncture au Canada en 1956. *L'Actualité économique*, 31(4), 617–630. <https://doi.org/10.7202/1002752ar>

COMMENTAIRES

Tableau IV

**Comparaison entre les subventions projetées
et les subventions versées en vertu des
accords actuels, 1957-58**

(millions de dollars)

Provinces	Accords de 1952 subvention de 1957-58	Accords projetés subventions totales	Versements de péréquation
T.N.....	14,690	16,190	11,915
I.P.E.....	4,210	4,050	3,225
N.E.....	22,565	26,345	16,800
N.B.....	19,065	21,660	14,420
Qué.....	144,800	176,170	48,645
Ont.....	177,070	209,490	—
Man.....	29,240	32,495	14,080
Sask.....	29,620	34,815	21,810
Alb.....	37,505	43,930	18,320
C.B.....	52,670	51,610	3,015
	531,435	616,755	152,230

Ces subventions ne semblent pas inclure cependant le produit des concessions supplémentaires du 18 février qui donneraient aux provinces 23 millions de plus, ce qui porterait le total des déboursés fédéraux à 640 millions de dollars.

**Plans d'investis-
sissement et
conjuncture
au Canada en 1956**

D'après un récent Livre Blanc du Ministère du Commerce du Canada¹, les programmes d'investissements nouveaux des entreprises et des administrations publiques, pour l'année 1956, devraient donner lieu à des déboursés de l'ordre de 7.5 milliards de dollars. En dollars constants, sur la base de 1949, et en supposant que les réalisations s'effectueraient en 1956 sans hausse de prix sensibles par rapport à la fin de 1955, un tel programme donnerait lieu à une augmenta-

1. Private & Public Investment in Canada, Outlook 1956. Department of Trade and Commerce, Ottawa, fév. 1956.

tion réelle de l'investissement de près de 18 p.c. par rapport à l'an dernier. Ce serait là l'accroissement le plus considérable et de beaucoup, depuis 1947.

Depuis une dizaine d'années, la part de l'investissement dans le produit national brut du Canada s'est accru de façon à peu près constante pour passer de 18.1 p.c. en 1947 à 23.5 p.c. en 1955; un volume d'investissement accru de près d'un cinquième en 1956 ne manquerait pas d'absorber une part nettement plus élevée encore du produit de la nation. Si l'on voulait éviter l'inflation, il faudrait alors, non seulement que d'autres postes de la demande globale diminuent de façon sensible ou que la capacité de production de l'économie canadienne se trouve brusquement accrue dans son ensemble, mais aussi que les approvisionnements de facteurs se trouvent en croissance dans les secteurs où la demande menace de se trouver largement en excédent sur l'offre. Or, 69 p.c. de notre énorme programme d'investissement consiste en projet de construction alors justement que des pénuries sérieuses se font déjà sentir depuis quelques mois dans le domaine des matériaux de construction. Le Livre blanc admet, par exemple, que les stocks de ciment disponibles en 1956 seront tout au plus de 10 p.c. supérieurs à ce qu'ils étaient l'an dernier. La situation serait à peu près la même sur le marché de l'acier¹. Pour parvenir à réaliser notre programme d'investissement, il nous faudra donc pouvoir importer au cours des prochains mois, des quantités considérables des matériaux de base. Et si de plus nous voulons réaliser ces opérations sans inflation sensible, ces importations devront s'effectuer à des prix pas trop élevés par rapport à ceux de 1955. La situation des marchés pour ces produits chez nos fournisseurs éventuels laisse peu d'espoir en la possibilité d'un accroissement très rapide des importations. Et cela pour ne rien dire du marché du travail et des approvisionnements disponibles en machinerie et équipement de toutes sortes.

Le marché des capitaux devrait normalement lui aussi subir de fortes pressions par suite des efforts que déploieront les entrepreneurs et les administrations publiques pour réaliser leurs plans respectifs d'investissements nouveaux et de remise en état des investissements anciens. Hors, depuis plusieurs mois déjà les

1. Op. cit., p. 9.

dirigeants de la Banque du Canada ont averti les banques à charte que «le recours au crédit bancaire pour financer les dépenses des entreprises et des particuliers se trouvait déjà nettement en avance sur le taux possible de croissance de la production nationale même en état de plein emploi»¹. On peut donc s'attendre à ce que l'offre de capitaux reste inférieure à ce qu'elle devrait être pour permettre la réalisation des projets de dépenses des canadiens. On ne peut faire autrement alors que de tomber d'accord avec les rédacteurs du Livre blanc lorsqu'ils terminent leur introduction aux tableaux statistiques par ces quelques lignes :

«En somme, il semble bien que la réalisation d'un programme de dépenses d'investissement aussi important ne manquera pas d'exercer de très fortes pressions sur les disponibilités en main-d'œuvre, matériaux et capitaux. Seule une conjugaison exceptionnelle de circonstances favorables, pourra vraisemblablement permettre que de tels projets puissent être menés à exécution. Il reste possible, d'ailleurs, que des coûts croissants contribuent à maintenir le niveau de la dépense en termes monétaires, alors qu'en termes réels les réalisations resteraient inférieures aux prévisions².»

Ce qui signifie que normalement on ne pourra au cours de cette année réaliser le programme d'investissement proposé et maintenir en même temps les prix à leur niveau actuel. Il s'agit là de deux objectifs qui semblent actuellement incompatibles et qui ne pourront être atteints en même temps que si nous avons la chance de nous trouver gratifiés de cette «combinaison exceptionnelle de circonstances favorables» dont parle le Livre blanc du ministère du Commerce.

Mais quel que soit le sort qui lui est réservé, le programme d'investissement qu'on vient de rendre public ne manquera pas de déterminer à l'intérieur de l'économie canadienne de fortes pressions inflationnistes, dont il n'est peut-être pas sans intérêt d'essayer de localiser immédiatement les principaux points d'origine. On sait déjà que ce sont les industries liées à l'exportation qui semblent devoir battre la marche, en 1956, alors qu'en 1947 et 1948, c'étaient les industries de consommation et en 1952, les industries de défense qui avaient été responsables de la plus grande part de la vague d'expansion. Nous tâcherons, ici, d'aborder le problème sous un angle un peu différent. Nous distinguerons

1. Déclaration de M. Coyne citée dans *The Ottawa Letter*, 4300, 5-3-56.

2. *Op. cit.*, p. 10. La traduction est de nous.

Tableau I
Dépenses d'investissement prévues pour 1956
par secteur de l'économie¹

Secteurs	Part des secteurs dans le total	P.c. de la dépense de 1955 ²
1 - Agriculture et pêcheries	6.4	101.4
2 - Exploitation forestière	1.0	96.2
3 - Mines, lanières et huiles	5.0	133.8
4 - Manufactures	18.5	125.3
5 - Services d'utilité publique	23.0	137.3
6 - Industrie de la construction	1.6	87.4
7 - Construction domiciliaire	18.7	105.3
8 - Commerce — gros et détail	4.4	104.3
9 - Finance, assurance, etc.	1.2	105.3
10 - Services commerciaux	1.9	105.0
11 - Institutions de services	5.1	109.0
12 - Ministères	13.1	113.8
13 - Total	100.0	116.8

d'abord les investissements par secteurs, et nous les regrouperons ensuite en investissements privés et publics, en prenant en considération, dans ce dernier cas, les niveaux différents d'administrations publiques³.

L'examen des données réunies au tableau I ci-dessus nous permet de constater que, pour une bonne part, ce sont les secteurs dont les programmes comptent le plus lourdement dans l'ensemble de la dépense prévue qui doivent donner lieu cette année aux augmentations les plus considérables. Cependant, le secteur de la construction domiciliaire, dont le programme de dépenses arrive en second lieu par ordre d'importance, n'enregistrera cette année qu'une avance de 5 p.c. sur l'an dernier. Par contre, dans le cas des mines et carrières, l'avance sur l'an dernier devrait atteindre un bon tiers, mais les dépenses du secteur ne représentent que cinq pour cent du total des projets. Dans le premier cas on a donc une demande considérable, mais qui ne présente pas de problèmes

1. Il s'agit ici du total de la dépense prévue pour investissements nouveaux, entretien et réparation; source: op. cit., tableau I, p. 11.

2. Les chiffres de 1955 sont provisoires.

3. Comme c'est l'aspect conjoncturel qui nous intéresse ici et non celui de la croissance de l'économie canadienne, nous nous occuperons de la dépense d'investissement totale et non pas des investissements nouveaux seulement.

COMMENTAIRES

nouveaux. Dans le second cas, on a affaire à un taux d'accroissement extrêmement élevé mais qui ne concerne en somme qu'une faible fraction du total des dépenses prévues. Ces deux cas mériteraient quand même attention, mais nous avons décidé de nous en tenir ici aux problèmes les plus importants et qui, en même temps, prennent cette année une allure différente de celle qu'ils avaient l'an dernier. Nous devrions alors avoir à prendre en considération les trois secteurs de dépenses suivantes: celui des services publics, celui de l'industrie manufacturière et celui des départements d'administration publique. Ces trois secteurs comptent, en effet, à eux seuls, pour 55 p.c. dans le total de la dépense prévue. De plus, l'augmentation de la demande prévue en 1956 sur les réalisations de 1955, y diffèrent très nettement de l'augmentation effectivement constatée de 1954 à 1955, comme l'indiquent les chiffres suivants:

	Dépenses d'investissement de 1955 en p.c. de celles de 1954	Dépenses d'investissement prévues pour 1956 en p.c. des réalisations de 1955
Services publics.....	94.5	137.3
Manufactures.....	110.0	125.3
Départements.....	108.6	113.8

Cependant nous ne considérerons ici que les données concernant les deux premiers secteurs, étant entendu que nous retrouverons les dépenses des administrations publiques lorsque nous comparerons, à la fin de ce commentaire, les plans d'investissement privés aux plans d'investissement des administrations publiques.

C'est manifestement le secteur des «services d'utilités publiques» qui exercera au cours de l'année prochaine l'action la plus considérable sur la demande globale tant par l'ampleur des projets, en chiffres absolus, que par l'accélération rapide du programme de dépenses de 1955 à 1956. Les investissements nouveaux du secteur doivent en effet s'élever à 1,582 millions de dollars, ce qui, ajouté 665 millions que coûteront l'entretien et les réparations, donne un total de dépenses prévues de deux milliards et un quart de dollars. Aucun autre secteur de l'économie canadienne ne doit donner lieu à un niveau de demande aussi élevée: la construction

domiciliaire, par exemple, qui pour l'importance de son programme de dépense arrive au second rang, donnera lieu à un total de dépenses de l'ordre de 1,826 millions. D'ailleurs, près des trois-cinquièmes des dépenses des services publics consisteront en constructions nouvelles et en réparations de constructions anciennes: dans une conjoncture de pénurie de matériaux, l'influence de tels projets pourrait être considérable sur le comportement de l'économie au cours des prochains mois. Il vaut donc la peine de jeter un coup d'oeil sur les différents postes du programme de dépenses du secteur en question.

En pourcentage d'augmentation par rapport à l'an dernier ce sont les projets d'investissement dans le transport par eau qui arrivent au premier rang avec un programme de dépense de plus du double; viennent ensuite les «divers» et le réseau de distribution du gaz. En ce qui concerne le transport par eau ce sont manifestement les travaux de la canalisation du Saint-Laurent qui expliquent l'augmentation; dans le cas des «divers», la pipe-

Tableau II
Dépenses d'investissement prévues en 1956,
dans le secteur des services publics¹

Services publics	Part des services dans le total	P.c. de la dépense de 1955 ²
1 - Centrales électriques.	28.4	141.2
2 - Réseaux de distribution du gaz.	1.9	193.3
3 - Chemins de fer à vapeur et télégraphe.	30.5	133.3
4 - Chemins de fer électriques.	1.9	120.0
5 - Transport par eau.	5.5	213.7
6 - Transport automobile.	2.9	89.8
7 - Élévateurs à grain.	0.7	96.5
8 - Téléphone.	14.2	114.4
9 - Radio.	0.5	106.1
10 - Aqueducs municipaux.	3.7	129.4
11 - Autres services.	9.2	205.7
12 - Total du secteur.	100.0 ³	137.3

1. Total de la dépense prévue pour investissements nouveaux, réparations et entretien. Source: op. cit., tableau 3, p. 13.

2. Les chiffres de 1955 sont provisoires.

3. Des dépenses capitales débitées au compte des dépenses d'opération représentent 0.5 p.c. du total des dépenses prévues du secteur.

line de la côte ouest joue un rôle important. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'influence probable des programmes d'investissement sur la demande globale, en 1956. Les p.c. d'augmentation des projets par rapport aux réalisations de l'an dernier peuvent cette fois nous induire en erreur car ce n'est pas dans les «services» où les augmentations sont les plus spectaculaires que les chiffres absolus des dépenses prévues atteignent les montants les plus élevés. Pour voir d'où risquent de venir les plus fortes pressions inflationnistes du secteur, il nous faut donc considérer la structure de la dépense prévue par service (tableau II). On constate alors que deux services rendent compte à eux seuls de 60 p.c. environ des projets de dépenses du secteur : ce sont les centrales électriques et les chemins de fer à vapeur : au total, ces deux services ont des projets d'investissement devant s'élever à plus de un milliard et un tiers de dollars. Et comme la construction compte pour plus de 800 millions dans ce total, on se trouve là en face d'une source énorme de demande pour les mois à venir. Remarquons d'ailleurs que les pourcentages d'augmentation des programmes de dépenses de ces «services publics» par rapport aux dépenses effectives de l'an dernier se situent quand même respectivement à 33 et 41 p.c. Ces chiffres prennent tout leur sens lorsque l'on constate par ailleurs qu'en 1955, les dépenses d'investissement n'avaient pas tout à fait atteint le chiffre de 1954 (99 p.c.) en ce qui concerne les centrales électriques et en étaient même restées au niveau de 85 p.c., dans le cas du rail.

Dans le secteur de l'industrie manufacturière, les projets d'investissement sont presque aussi importants que dans le cas des services publics. Au cours de l'année 1956, les déboursés devraient s'y élever à 1.8 milliard de dollars au total. Naturellement, c'est l'outillage qui joue le premier rôle, et de beaucoup, puisque 69 p.c. des sommes engagées dans le secteur le seront sous forme d'achat de machines et d'équipement neuf ou de remise en état d'outillage ancien. L'influence de ces programmes d'investissement sur la demande globale ne saurait alors être exactement la même que dans le cas des services publics, dans la mesure du moins ou une partie des achats concernés devront normalement s'effectuer à l'étranger.

Ce sont, pour une bonne part, les industries dont les plans d'investissement sont les plus considérables qui donnent lieu au taux d'accroissement les plus élevés par rapport à l'an dernier. Dans le groupe, le papier se détache très nettement: il compte à lui seul pour un cinquième du total des projets des 17 groupes d'industries et son programme est de plus de moitié supérieur aux réalisations de l'an dernier. Le rythme de développement des investissements qui dans cette industrie était déjà rapide il y a un an (33 p.c. de 1954 à 1955) continuerait donc à prendre de l'accélération. En tous cas, alors qu'en 1954, les dépenses d'investissement n'atteignaient encore que 171 millions de dollars, en 1956, les plans laissent prévoir des déboursés de l'ordre de 360 millions, dont 80 p.c. environ irait à l'outillage. La demande considérable dont

Tableau III
Dépenses d'investissement prévues en 1956 dans
le secteur de l'industrie manufacturière¹

	Part de chaque industrie	P.c. de la dépense de 1955 ²
1 - Aliments et boissons	7.8	91.1
2 - Tabac et produits du tabac	0.3	95.3
3 - Produits du caoutchouc	1.4	111.3
4 - Produits du cuir	0.2	114.9
5 - Produits textiles	2.7	106.3
6 - Vêtement	0.6	81.1
7 - Produits du bois	3.3	89.0
8 - Papiers et produits	20.0	157.7
9 - Imprimerie et édition	2.1	116.6
10 - Produits du fer et de l'acier	11.8	119.2
11 - Matériel de transport	5.8	113.3
12 - Produits des métaux non ferreux	9.5	123.9
13 - Appareils électriques	3.0	114.2
14 - Produits des minéraux non métalliques	5.7	142.7
15 - Produits du pétrole et du charbon	7.6	102.4
16 - Produits chimiques	11.2	211.0
17 - Divers	0.7	82.2
18 - Total	100.0 ³	125.3

1. Total de la dépense prévue pour investissements nouveaux, réparations et entretien. Source: op. cit., tableau 2, p. 12.

2. Les chiffres de 1955 sont provisoires.

3. Des dépenses capitales débitées au compte des dépenses d'opération représentent 6.3 p.c. du total des dépenses prévues du secteur.

notre papier-journal fait actuellement l'objet explique presque complètement à elle seule l'ampleur des plans d'investissement du groupe. Notons, enfin, pour ne pas nous étendre outre mesure sur ces quelques considérations qu'en plus du papier, les produits du fer et de l'acier, les produits chimiques et les métaux non ferreux devraient constituer au cours de cette année, des sources importantes de pression à la hausse sur la demande globale (tableau III).

Venons-en maintenant à la répartition des projets d'investissement entre les particuliers d'une part et les administrations publiques d'autre part (tableau IV). Une première constatation s'impose alors: le taux d'accroissement est autrement plus élevé dans le cas des investissements publics que dans le cas des investissements privés. Sans doute l'importance relative des deux masses de dépenses prévues est-elle loin d'être la même: les dépenses privées s'élèvent à plus du double des dépenses publiques. L'effet réel des dépenses de chaque catégorie sur l'ensemble de la conjoncture devrait alors avoir une intensité proportionnelle.

Tableau IV
Dépenses d'investissement publiques et privées,
prévues pour 1956, par catégories²

	Part dans le total	P.c. de la dépense de 1955 ¹
1 - Investissements privés		
a) entreprises.....	50.3	116.3
b) institutions et construction domiciliaires.....	20.2	104.0
c) total.....	<u>70.5</u>	112.5
2 - Investissements publics		
a) exploitations de l'État.....	12.9	151.5
b) institutions publiques et logements publics.....	3.5	119.7
c) "ministères".....	13.1	113.7
d) total.....	<u>29.5</u>	128.4
3 - Total.....	<u>100.0</u>	116.8

1. Total des dépenses prévues pour investissements nouveaux, réparations et entretien. Source: op. cit., tableau 6, p. 16.

2. Chiffres provisoires.

Mais il n'en reste pas moins, que cette année les dépenses publiques devraient avoir une influence expansionniste beaucoup plus importante qu'au cours de l'an dernier. Bien plus, si l'on prend en considération le rythme d'accélération de la dépense de 1954 à 1955 et de 1955 à 1956, on constate même que dans le cas des investissements privés, on a affaire à une tendance nettement à la hausse, mais de façon à peu près constante. Dans le cas des dépenses publiques, par contre, l'accélération serait très forte comme en témoignent les chiffres suivants, si l'on compare entre elles, les années 1954, 1955 et 1956:

	Dépenses d'investissement de 1955 en p.c. de celles de 1954	Dépenses d'investissement prévues pour 1956 en p.c. des réalisations de 1955
Investissements privés.....	110.2	112.5
Investissements publics.....	102.6	116.8

Sans doute s'agit-il dans un cas (1954-55) d'investissements effectivement réalisés et, dans l'autre (1955-56) de prévisions, du moins pour une part; rien ne nous dit, en fait, que la comparaison des réalisations de cette année à celles de l'an dernier ne nous donnera pas, en fin de compte, une image un peu plus directement conforme à celle qui se dégage de la comparaison des réalisations des années antérieures. En tous cas, tels quels, les projets d'investissement publics paraissent devoir constituer cette année une source de pressions à la hausse assez nettement plus sensible qu'au cours de l'an dernier, à moins de revision importante.

Ce sont les dépenses publiques relevant directement ou indirectement de l'administration fédérale qui marqueraient l'avance la plus considérable; viennent ensuite les dépenses provinciales et enfin les dépenses municipales. À première vue, une telle constatation peut surprendre, en conjoncture d'inflation, surtout si l'on compare les taux de variation des trois classes d'investissement publics de 1954 à 1955 et de 1955 à 1956, (tableau V). Théoriquement, étant donné l'accélération du rythme d'expansion à laquelle devrait être soumise l'économie canadienne au cours des prochains mois, on aurait pu penser que l'administration centrale réduirait ses projets pour diminuer les pressions et que les

Tableau V

**Dépenses d'investissement publiques prévues
par niveaux d'administration¹**

	Dépenses d'investissement publics de 1955 en p.c. de celles de 1954	Dépenses d'investissement publics prévues en 1956 en p.c. des réalisations de 1955 ²
1 - Gouvernement fédéral.	92.1	142.2
2 - Gouvernements provinciaux. . .	109.1	133.2
3 - Administrations municipales. . .	107.2	108.8
4 - Total.	102.6	128.4

administrations locales au contraire, gonfleraient les leurs dans la mesure où elles peuvent actuellement envisager la possibilité de toucher des revenus accrus. Hors, ce sont les dépenses publiques d'ordre fédéral qui semblent devoir donner lieu, et de beaucoup, aux accroissements les plus considérables. Sans doute, comme nous l'avons dit déjà, faut-il tenir compte du fait que nous comparons ici des réalisations d'une part à des projets de dépenses d'autre part. En second lieu, les plans gouvernementaux tels que publiés peuvent résulter d'une compilation de projets élaborés au premier semestre de l'année dernière, alors que sévissait le chômage, et non révisés par la suite. Pour y voir un peu plus clair considérons de plus près les statistiques rendant compte des projets d'investissements des administrations publiques.

Si l'on fractionne les trois grandes classes d'investissement publics, on constate que dans chaque cas, ce sont les «entreprises publiques» qui contribuent le plus fortement à l'accélération projetée du rythme des investissements (tableau VI); les logements construits directement par le gouvernement fédéral donnent bien lieu à un accroissement relatif plus grand encore, mais comme ce poste ne compte que pour 2 p.c. dans le total de l'investissement public, on peut le négliger ici. C'est, de plus, dans les «entreprises» relevant du fédéral que le taux de croissance serait le plus marqué, les «entreprises» provinciales venant en second lieu; notons,

1. Dépenses totales pour investissements nouveaux, réparations et entretien. Source: op. cit., tableau 7, p. 17.

2. Chiffres provisoires.

Tableau VI

Investissements publics prévus pour 1956,
par niveau de gouvernement et par type¹

	Projets 1956 en p.c. des réalisations de 1955 ²	P.c. du total des investissements publics 1956
A - Gouvernement fédéral.....	(92.1) ³ 142.2	34.8
dont:		
1 - entreprises.....	(83.2) 166.6	20.1
2 - logement.....	(142.9) 265.5	2.0
3 - ministères.....	(100.9) 108.7	12.7
B - Gouvernements provinciaux.....	(109.1) 133.2	38.7
dont:		
1 - entreprises.....	(97.6) 148.8	17.5
2 - institutions.....	(156.1) 114.5	2.4
3 - ministères.....	(114.8) 123.7	18.8
C - Administrations municipales.....	(107.3) 108.8	26.5
dont:		
1 - entreprises.....	(193.4) 120.6	5.9
2 - institutions.....	(115.5) 105.5	7.6
3 - départements.....	(109.2) 106.1	13.0
D - Total.....	(102.6) 128.4	100.0

enfin, que le pourcentage d'augmentation se trouve, aux trois niveaux, supérieur à celui que l'on constate dans le cas des entreprises privées (tableau IV). Ce qui nous amène à conclure, qu'à moins de revision des projets, les «entreprises» publiques, et particulièrement les entreprises relevant du gouvernement fédéral devraient, au cours de cette année, déterminer des pressions inflationnistes relativement supérieures à celles qui proviendraient des entreprises privées, si l'on ne prend en considération que les dépenses d'investissement. Au point de vue de la doctrine de l'intervention contra-cyclique, une telle constatation ne manque pas d'intérêt surtout si l'on compare les pourcentages de variation de 1954 à 1955 (chiffres entre parenthèses dans le tableau VI), aux pourcentages de variations prévus de 1955 à 1956, en prenant, en même temps en considération le fait que le premier semestre de 1955 s'est trouvé fortement touché par la régression, alors que depuis plusieurs mois, nous sommes au contraire menacé par

1. Dépenses totales pour investissements nouveaux, réparations et entretien.

2. Chiffres provisoires pour 1955.

3. Réalisation de 1955 (chiffres provisoires) en p.c. de celles de 1954.

l'inflation. On peut cependant expliquer cette anomalie du fait que les «entreprises publiques» se trouvent dans beaucoup de cas suffisamment affranchies de la domination de l'administration publique dont elles dépendent pour pouvoir adopter, dans le cycle, des attitudes comparables à celles des entreprises privées, en ce qui concerne du moins leurs dépenses d'investissements. Mais alors, les «entreprises publiques» ont une influence déstabilisatrice comparable à celle des entreprises privées, et même, dans les trois dernières années, nettement plus ample, surtout en ce qui concerne les entreprises fédérales. Si cette constatation ne met pas en cause l'ensemble de la valeur de la politique anti-cyclique, elle incite cependant à la prudence lorsque doit s'effectuer le passage du modèle théorique aux prescriptions pratiques, en ce qui concerne la politique économique elle-même et surtout les conditions extra-économiques de son efficacité.

Si on passe maintenant à l'examen des dépenses d'investissement prévues par les ministères fédéraux et provinciaux de même que par les services municipaux, des constatations à peu près semblables s'imposent, avec cependant une différence importante: cette fois, ce seraient les ministères provinciaux qui agiraient le plus fortement à la hausse si leurs plans devaient se réaliser, alors que les services municipaux auraient cette année des plans d'investissement en expansion, mais par une marge inférieure et de beaucoup à celle que l'on constate de 1954 à 1955. Ce qui signifie que l'an dernier, ou en tous cas de 1954 à 1955, soit dans la période de récession pour une bonne part, les ministères provinciaux ont eu sur la conjoncture un effet expansionniste sensible; par contre, dans cette même conjoncture, les ministères fédéraux ont maintenu leurs dépenses d'investissement à un niveau à peu près constant d'une année à l'autre. Par ailleurs, en 1956, soit en conjoncture d'inflation, les administrations municipales accroîtraient leur demande, mais dans une mesure inférieure à l'accroissement constaté l'an dernier, les ministères fédéraux et provinciaux eux accentueraient leur pression à la hausse par rapport à l'an dernier, dans une très forte mesure en ce qui concerne les provinces, mais jusqu'à un point quand même important dans le cas des ministères fédéraux eux-mêmes.

Ces constatations nous donnent de la réalité une image assez nettement différente du modèle théorique dans lequel on pose ordinairement en hypothèse que les collectivités locales doivent naturellement conformer leurs dépenses au cycle alors que l'administration centrale elle, peut et doit normalement adopter des comportements inverses, à fins compensatrices. Encore une fois, une bonne part des constatations sommaires qui précèdent portent sur la comparaison d'un volume d'investissement réalisé à un volume d'investissements projetés. Ce sont les réalisations de cette année qui nous donneront le dernier mot du problème, du moins tel qu'il est ici posé. Mais si les administrations publiques devaient conserver sur pied leurs projets de dépenses et s'efforcer de les réaliser à leur niveau actuel, il y aurait là une source de pression inflationniste importante dépendant pour une large part de l'administration centrale.

Pierre HARVEY

